

LE PLUS GRAND SOPHISME DE L'HISTOIRE

(Extrait du livre *Climat : tout ça pour rien*, Christian Gerondeau, Éditions L'Artilleur)

LA NAISSANCE À RIO

Le plus grand sophisme de l'Histoire de l'humanité a vu le jour il y a 31 ans à Rio de Janeiro à l'occasion du Premier Congrès Mondial sur le Climat organisé par les Nations-Unies. Composé de deux parties, ce sophisme s'exprime ainsi.

- Le climat planétaire se détériore très dangereusement du fait des émissions de CO₂ qui résultent de l'usage des énergies fossiles par l'humanité.
- Il faut donc mettre fin à cet usage, et les choses rentreront dans l'ordre.

UNE FAUSSE LOGIQUE

La logique apparente est d'une ampleur telle que celle-ci a conquis le monde entier, y compris les responsables politiques, économiques, industriels et même religieux de la planète. Il s'agit pourtant d'un sophisme car les deux affirmations qui le composent ont été énoncées dans l'ordre inverse de ce qu'il aurait fallu faire.

Il aurait en effet fallu commencer, non par affirmer que nous allons à la catastrophe, mais par se demander s'il était possible que l'humanité se passe des énergies fossiles, et en conséquence puisse supprimer ses émissions de CO₂. Or la réponse à cette interrogation est négative.

UNE EUROPE IMPUISSANTE

Il est en effet impossible que l'humanité se prive au cours du présent siècle des énergies fossiles qui lui fournissent actuellement de l'ordre de 80 % de l'énergie qu'elle utilise. Certes, l'Union Européenne veut mettre en œuvre une politique visant à supprimer dès 2050 le recours à celles-ci. Mais l'Union européenne ne représente que 8 % des émissions mondiales de CO₂ et ce pourcentage décroît année après année.

Le reste des émissions, c'est-à-dire 92 %, provient pour une part minoritaire (25 %) des autres pays développés tels que ceux d'Amérique du Nord qui, au-delà des discours, n'engagent aucune action susceptible de modifier véritablement à la baisse leurs émissions. Les États-Unis continuent à exploiter ainsi sans restriction leur pétrole et leur gaz de schiste.

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MAÎTRES DU JEU

En tout état de cause, ce sont désormais les pays en développement qui sont à l'origine de 2/3 des émissions mondiales annuelles et ceux-ci sont formels. Pour mettre fin à la pauvreté de leurs habitants ils ne renonceraient jamais à l'usage des énergies fossiles dont ils disposent.

Sur un autre continent, le Sénégal vient de découvrir des gisements importants de pétrole et de gaz naturel et il les mettra en production dès la fin de 2024 dans le but, là aussi, de sortir de la misère l'un des pays les plus pauvres du monde. Quels qu'ils soient, ses dirigeants ne changeront pas d'avis. Qui (sauf le GIEC) oserait d'ailleurs demander à ce pays et aux autres de renoncer à exploiter les énergies dont ils ont la chance de disposer ?

Le Président de l'Inde vient ainsi d'annoncer l'ouverture de 108 mines de charbon nouvelles et d'un nombre encore supérieur de centrales thermiques destinées à procurer de l'électricité en quantité suffisante à la totalité des 1500 millions habitants de son pays.

UNE RESPONSABILITÉ EN QUESTION

À partir du moment où cette évidence est prise en considération, il convient de se demander si la première partie du sophisme en vigueur depuis plus de 30 ans est justifiée. Est-il exact que ce soient les émissions de CO₂ dues à l'humanité qui sont à l'origine des modifications que connaît le climat, alors que le sophisme en vigueur interdit de seulement poser la question ?

Or de telles modifications ont toujours existé au travers des siècles et des millénaires passés, ce qui conduit pour le moins à mettre en doute l'affirmation presque partout acceptée que l'humanité soit responsable de ces dernières.

Deux hypothèses se présentent alors.

Ou bien les émissions anthropiques de CO₂ ne jouent aucun rôle dans l'évolution du climat, voire un rôle mineur, et les dépenses qui sont faites dans le but de les limiter n'ont aucune justification.

La deuxième hypothèse voudrait au contraire que ce soit effectivement le recours par l'humanité aux énergies fossiles et les émissions de CO₂ qui en découlent qui modifient le climat. Mais cette deuxième hypothèse ne modifie en rien la conclusion qui veut que les efforts que prodigue l'Union Européenne pour réduire ses émissions ne soient d'aucune utilité, puisque cette dernière ne pèse que très peu au sein du total mondial.

TOUT ÇA POUR RIEN !

Même dans l'hypothèse qui voudrait que les émissions anthropiques aient une influence sur le climat, les efforts de l'Europe visant à limiter les siennes sont donc dépourvus de sens car la réponse appartient aux autres pays du monde qui n'y renonceront à aucun prix.

Et si la Terre devait se réchauffer d'un degré, voire plus, il n'en résulterait aucune catastrophe comme en a apporté la preuve le réchauffement actuel dont nous bénéficions depuis le milieu du dix-neuvième siècle et qui atteint 1,1 degré.

Quoi qu'il en soit, il faut revenir sur terre, et admettre la réalité qui veut que l'Humanité ne puisse en rien modifier significativement ses émissions.

LES MENSONGES OFFICIELS

Si le monde a été la victime depuis 30 ans de ce sophisme, c'est du fait des mensonges constants des responsables successifs du GIEC, comme le confirment par exemple les événements survenus en 2021.

Le 6ème rapport du GIEC paru au mois d'août de la même année stipule en effet : « La suppression totale des émissions anthropiques de CO₂ est une nécessité pour stabiliser la hausse de la température terrestre due aux activités humaines. » Cette phrase est au cœur de la désinformation mondiale car elle sous entend sans aucune ambiguïté que cette suppression relève du domaine du possible. Or, dans son rapport « Key World Energy Sta-

tistics » daté de la même année, l'Agence Internationale de l'Energie a montré, sur la base des prévisions officielles de tous les États du monde, que toute réduction significative des émissions mondiales de CO₂ relevait de l'impossible. En effet, ces dernières se sont élevées en 2019 à 33 milliards de tonnes de CO₂, alors que la somme des prévisions de l'ensemble des pays de la planète pour 2040 s'établit également à 33 milliards de tonnes, les réductions annoncées par les pays développés étant compensées par les accroissements prévus par les pays en développement.

Et il n'existe pas de raison qu'il en aille différemment au cours des décennies ultérieures, puisque les réserves prouvées de pétrole, de gaz naturel et de charbon ne cessent aujourd'hui de s'accroître au fur et à mesure que de nouveaux forages sont menés à bien. Autrement dit, au moment de la publication en 2021 de la demande instantane du GIEC de supprimer totalement les émissions de CO₂, il était parfaitement connu que cette demande relevait de l'illusion, pour ne pas dire de la forfaiture, puisqu'il était impossible que les responsables du GIEC n'aient pas eu connaissance des chiffres mis en évidence par l'Agence Internationale de l'Energie.

UN PHÉNOMÈNE RELIGIEUX

Il ne faudrait pas cependant accuser de mauvaise foi les auteurs des rapports du GIEC. La vérité veut que ceux-ci soit aveuglés par une foi inébranlable de nature religieuse au détriment de toute réalité.

Pour s'en convaincre, il suffit de citer la coprésidente du rapport du GIEC de 2021, la Française Valérie Masson-Delmotte, qui a écrit dans un livre intitulé « Face au changement

climatique » publié au début de 2024 sous l'égide du CNRS (!) la contrevérité suivante : « Les stratégies et solutions qui pourraient permettre de diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre en une dizaine d'années sont bien identifiées... »

À elle seule, cette citation dit tout, puisque l'on sait avec certitude que ces émissions ne diminueront pas jusqu'à 2040 au moins, sinon bien au-delà.

La phrase citée est révélatrice de l'état d'esprit des responsables du GIEC et de tous ceux et celles qui les suivent, qui ne prennent pas en compte la réalité et sont déconnectés d'elle.

L'INDIFFÉRENCE SURPRENANTE DES PROFESSIONNELS

La chose est tellement évidente qu'il convient en conclusion de se demander comment il est possible que ce constat ait échappé aux forces vives de l'économie nationale et mondiale, puisque tout conduit à penser que les

industries les plus importantes elles-mêmes n'ont pas ouvert le dossier, et sont donc restées victimes des contrevérités émanant des Nations-Unies et du GIEC.

Mais n'est-ce pas la caractéristique même de tout sophisme que de faire passer l'invéraisemblance pour la vérité, et d'empêcher ses victimes de faire appel à la raison ?

Christian Gerondeau
23 avril 2024